



CAS DE REUSSITE

ZAMBIE : METTRE EN PLACE UN SYSTÈME NATIONAL DE SURVEILLANCE DES FORÊTS

Le Programme national ONU-REDD de Zambie renforce les capacités du pays à rendre compte de l'état de ses forêts, en instaurant un système national décentralisé de surveillance des forêts et en améliorant les données intersectorielles afin de mener à bien les opérations de mesure, de notification et de vérification relatives aux activités REDD+.



Problème

Les forêts zambiennes couvrent 60% du territoire, soit une superficie d'environ 458 000 km², et le taux de déforestation avoisine les 3 000 km² par an. Étant donné l'importance des terres forestières et le taux élevé de déforestation dans le pays, il est capital de recueillir des informations sur l'étendue, la qualité et la taille des ressources forestières afin de soutenir les activités de préparation à la REDD+ en Zambie.

La mise en œuvre de la REDD+ au niveau national repose sur des systèmes sûrs et fiables permettant de surveiller les changements constatés au niveau des stocks de carbone et des gaz à émissions de serre associés à la déforestation et à la dégradation des forêts, et aux opérations de conservation et d'amélioration des stocks de carbone et des pratiques de gestion durable des forêts, et de mesurer, notifier et vérifier ces changements. Les capacités de la Zambie à réaliser des opérations de mesure et de notification relatives aux stocks de carbone, aux changements au niveau des stocks de carbone et des émissions de gaz à effet de serre ont joué un rôle fondamental dans la mise en place du Programme ONU-REDD dans le pays.

Initiative

Les travaux de la Zambie concernant les systèmes de mesure, de notification et de vérification (MRV) concernant la REDD+ se sont concentrés sur l'élaboration d'un système national décentralisé de surveillance des forêts. Pour cela, il a été nécessaire de déployer de nombreuses activités de renforcement des capacités et de développer les infrastructures.

Dix laboratoires de surveillance ont été mis en place dans les forêts, comprenant des outils utiles à la surveillance de celles-ci, notamment des ordinateurs équipés de logiciels SIG (systèmes d'information géographique), et d'unités GPS (système de positionnement géographique) nécessaires à la surveillance des forêts sur le terrain, ainsi que d'imprimantes et de traceurs utiles à la production de plans cadastraux. Le personnel de ces laboratoires provinciaux est composé d'un groupe de techniciens interdisciplinaires formés, issus des secteurs de la forêt, de l'agriculture et de la planification, qui constituent un réseau décentralisé de spécialistes dans les systèmes MRV. Les laboratoires fourniront des données spatiales, quasiment en temps réel, sur la déforestation et la dégradation des forêts qui pourront ensuite être relayées au laboratoire central de surveillance des forêts à Lusaka, afin d'alimenter le recueil national de notifications.

« La création de laboratoires décentralisés équipés de systèmes d'information géographique a non seulement fourni une base à la collecte de données fiables relevées sur le terrain, mais a également renforcé l'autonomie du personnel en province, tout en améliorant fortement sa capacité à sauvegarder efficacement les forêts dans les provinces, créant une situation avantageuse pour tous et propice à des opérations de mesure, de notification et de vérification et à une gestion améliorée des forêts », indique M. Deuteronomy Kasaro, Ministre des ressources naturelles terrestres et de la protection de l'environnement, Département des forêts de Zambie.

Parallèlement au développement de ces infrastructures, de nombreuses activités de renforcement des capacités destinées aux techniciens interdisciplinaires en province, ont également été organisées au sujet des méthodes de notification relatives aux systèmes SIG, GPS, MRV et de calcul des gaz à effet de serre. En 2012, le personnel technique du bureau central de Lusaka a reçu une formation intensive au sein de l'Institut national du Brésil pour la recherche spatiale (INPE). Le système TerraAmazon, qui permet à différents utilisateurs de travailler simultanément à la classification et à la surveillance de la couverture forestière, sera utilisé comme base d'un système de classification de la couverture terrestre, qui sera adapté aux besoins de la Zambie et qui intégrera des algorithmes adaptés à la situation nationale ainsi que des modules de traitement d'images. Des équipes de programmation de la FAO et de l'INPE, en collaboration étroite avec des équipes techniques dans le pays, envisageront l'élaboration d'une première version bêta du système national de surveillance des forêts d'ici à la fin 2012.

La coordination avec les initiatives existantes est également un facteur essentiel du succès des initiatives REDD+. L'élaboration d'un système MRV en Zambie est étroitement liée à la phase II de l'évaluation intégrée sur l'utilisation des terres zambiennes (ILUA II). Réalisée à tous les niveaux du Département national des forêts, l'évaluation ILUA II bénéficie de l'appui technique de la FAO et du soutien financier du Gouvernement de la Finlande.

Avec plus de 4 000 points d'échantillonnage dans toute la Zambie, l'évaluation ILUA II permettra d'évaluer les forêts et les pratiques intégrées liées à l'utilisation des terres afin de fournir des informations qualitatives et quantitatives sur la situation et les tendances actuelles en ce qui concerne l'état, l'utilisation et la gestion des ressources naturelles. ILUA II fournira des informations techniquement fiables sur les caractéristiques physiques des forêts et la situation socio-économique des communautés vivant à l'intérieur et aux abords des forêts. Avec l'appui technique de la FAO, les informations collectées au cours de l'évaluation ILUA II répondront aux exigences locales, nationales, régionales et internationales en matière de notification, et faciliteront l'amélioration des prises de décision à tous les niveaux. ILUA II fournira des informations qui contribueront fortement aux exigences en matière de notification des systèmes de surveillance et MRV, utiles à la REDD+.

Des systèmes MRV efficaces pour la REDD+ nécessitent également des approches intersectorielles, une politique harmonisée et un cadre juridique propices à une mise en œuvre efficace. Si l'on veut réussir la REDD+, il est non seulement essentiel de surveiller les changements au niveau des stocks de

carbone forestiers, et de collecter des informations à ce sujet, mais également de suivre l'évolution des problèmes liés à la mise en œuvre du programme. C'est pourquoi, le Programme ONU-REDD a soutenu une étude visant à réviser la législation et la réglementation en vigueur qui sont pertinentes pour la REDD+ en Zambie, à recenser les problèmes juridiques et à identifier les instruments juridiques innovants nécessaires à la mise en œuvre de la REDD+. L'étude a été validée grâce à un atelier organisé par le Département des forêts, auquel ont participé des représentants des autres ministères, notamment de l'agriculture et de l'élevage, des finances, des territoires et de la justice et des affaires juridiques, des représentants de l'Agence zambienne de gestion environnementale et de l'Agence de développement zambienne, et de la société civile. L'étude a identifié un certain nombre de questions juridiques problématiques pour la mise en œuvre de la REDD+ dans le contexte zambien, comme garantir le régime foncier et réglementer les terres coutumières ; garantir la clarté et la cohérence des lois et des institutions relatives à la REDD+ ; réglementer l'industrie du charbon et établir un système de répartition des avantages équitable et fondé sur les résultats.

Conséquences

Le système national zambien de surveillance des forêts sera renforcé par la mise en place, tout récemment, de mesures sur le terrain dans le cadre de l'évaluation ILUA II. Le Programme national ONU-REDD et l'évaluation ILUA II sont techniquement synchronisés afin qu'ILUA II alimente le système national MRV. Par exemple, ILUA II mesure tous les réservoirs de carbone utiles tels qu'identifiés par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), comme la biomasse aérienne ; les gros débris ligneux, la litière fine et la teneur du sol en carbone organique. Des informations concernant ces réservoirs de carbone pour différents types de forêts, qui sont soumis à des degrés divers de déforestation, de dégradation et d'utilisation différente des terres, apporteront une contribution essentielle aux calculs relatifs aux stocks de carbone zambiens.

La télédétection pour les systèmes MRV en Zambie s'est concentrée jusqu'à maintenant sur la reconstruction historique de la déforestation et de la dégradation des forêts en utilisant les données en libre accès du programme Landsat. De nouveaux satellites Landsat et des sentinelles de l'Agence spatiale européenne (ESA) seront lancés en 2013 en libre accès. Entre temps, afin de détecter les changements dans la couverture forestière dans le cadre des notifications relatives au système MRV sur la REDD+, la Zambie pourrait avoir besoin d'acquérir des données satellitaires commerciales afin de combler les écarts jusqu'à ce que les données satellitaires de qualité élevée soient librement disponibles.

Secrétariat du Programme ONU-REDD

Maison internationale de l'environnement
11-13 Chemin des Anémones
CH-1219 Genève, Suisse
un-redd@un-redd.org

Le Programme collaboratif des Nations Unies sur la réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts dans les pays en développement



www.un-redd.org

